



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 23 octobre 2025

L'activité économique au Mexique est restée atone à 0 % g.a. en août 2025, après la forte baisse de juillet (-1,2 % g.a.), selon l'Indicateur Global de l'Activité Économique (IGAE).

LE CHIFFRE A
RETENIR

0 %

Indicateur Global de
l'Activité Économique
Août 2025 – g.a.

En glissement mensuel, l'activité a progressé de 0,6 %, tirée principalement par les activités primaires (+14,5 %) et tertiaires (+0,5 %), tandis que les activités secondaires ont poursuivi leur recul (-0,3 %), enregistrant trois mois consécutifs de baisse mensuelle et six mois de recul annuel.

Pour rappel, la Banque centrale du Mexique (Banxico) anticipe une croissance annuelle de 0,6 %, tandis que le FMI a relevé ses estimations à 1,0 % en octobre, contre 0,2 % précédemment. Le *Paquete Economico* 2026 prévoit un taux de croissance compris entre 0,5 % et 1,5 %.

Pour soutenir la reprise, le gouvernement souligne la nécessité de stimuler l'investissement productif, particulièrement dans les secteurs à haute valeur ajoutée, de créer des emplois mieux rémunérés et de renforcer la consommation privée, qui représente plus de 60 % du PIB.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi prévoit un taux de croissance de 0,5 % pour 2025 et une légère hausse de l'inflation qui clôturerait l'année à 3,9 % g.a.. Le consensus de marché de la deuxième quinzaine d'octobre a maintenu ses prévisions de croissance pour 2025 et 2026, à 0,5 % et 1,3 % respectivement. Il prévoit en outre que l'inflation s'établisse à 3,9 % g.a. fin 2025 et 3,8 % g.a. fin 2026 (proche du taux de 3,76 % g.a. enregistré en septembre). Concernant la politique monétaire, le marché prévoit deux baisses supplémentaires de taux d'ici la fin de l'année en novembre et décembre, ce qui porterait le taux d'intérêt directeur à 7 %.

L'inflation au Mexique a ralenti à 3,63 % g.a. lors de la première quinzaine d'octobre, selon l'Institut National de Statistique de Géographie (INEGI). Ce nouveau repli conforte la tendance désinflationniste observée depuis le milieu de l'année et rapproche l'inflation de l'objectif de 3 % (+/- 1pp) fixé par la Banque centrale du Mexique (Banxico). La décélération s'explique notamment par la baisse des prix des fruits et légumes (-1,27 % g.a.), alors que la hausse de l'électricité (+1,79 % g.a.) liée à la fin de subventions dans 18 villes a exercé une pression inverse. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits volatils, a également reculé à 4,24 % g.a., contre 4,28 % g.a. fin septembre. Dans ce contexte, plusieurs analystes estiment que Banxico pourrait poursuivre son cycle d'assouplissement monétaire dès sa réunion de novembre, après avoir abaissé son taux directeur de 25 points de base en septembre à 7,50 %, malgré des divergences persistantes au sein du conseil.

La présidente Claudia Sheinbaum a annoncé un plan visant à réduire l'usage des espèces et à accélérer la digitalisation des paiements au Mexique. L'initiative, portée par le ministère des Finances, vise à formaliser l'économie, renforcer la sécurité des transactions et faciliter les paiements, en s'inspirant de modèles internationaux comme PIX au Brésil ou Alipay en Chine. Des plateformes locales existent déjà, telles que CoDi (paiement par QR code) et Dimo (paiements électroniques), mais leur adoption reste limitée. Le programme Cero Efectivo, prévu sur les routes et ponts fédéraux, devrait également promouvoir le paiement via un « tag »¹, accessible à tous. Selon les experts, les principaux obstacles restent l'informalité économique, qui touche plus de 33 millions de personnes, et la méfiance envers les services financiers numériques. La digitalisation profiterait toutefois aux consommateurs, aux entreprises et à l'État, en réduisant les coûts liés à la gestion des espèces, en améliorant l'efficacité opérationnelle et en limitant les transactions illégales.

¹ Le « tag » est un dispositif électronique prépayé ou lié à un compte bancaire permettant le paiement automatique sur certaines infrastructures, comme les routes et ponts fédéraux, sans manipulation d'espèces.

Sectoriel

Entre janvier et août 2025, l'activité industrielle du Mexique a reculé de 1,8 %, g.a. sa première contraction sur cette période depuis la pandémie de 2020, lorsque la chute avait atteint 12,4 %, selon l'INEGI. Le secteur minier a enregistré la plus forte baisse (-8,1 % g.a.), en raison d'un repli de 8,0 % de l'extraction de pétrole et de gaz, sa performance la plus mauvaise depuis 1994. La construction a diminué de 1,8 % g.a., pénalisée par une baisse de 24,9 % g.a. des travaux d'ingénierie civile, malgré une hausse de 4,1 % g.a. du segment du bâtiment. L'industrie manufacturière, qui représente 66 % de la valeur industrielle et 1/5^{ème} du PIB, a reculé de 0,6 % g.a., avec une chute marquée de 6,4 % g.a. dans le secteur des voitures et camions et de 0,9 % g.a. dans le secteur des pièces automobiles. Les spécialistes prévoient que l'industrie se contractera de 1,3 % g.a. cette année, en lien avec la nouvelle politique tarifaire des États-Unis et la faiblesse de l'investissement, même si certains projets d'infrastructure pourraient apporter un léger soutien.

Les nouveaux règlements des lois sur le secteur électrique et la transition énergétique ont été publiés. Ces documents établissent les règles qui guideront le fonctionnement du marché de l'électricité dans les prochaines années. Le nouveau cadre repose sur deux principes clés : la prévalence de l'État et la planification contraignante du système énergétique. La prévalence de l'État signifie qu'au moins 54 % de l'injection d'énergie dans le réseau électrique national devra être sous contrôle public. Pour y parvenir, des investissements publics dans les infrastructures seront combinés à des schémas mixtes permettant la participation de capitaux privés, à condition que l'État détienne au minimum 54 % de participation, ainsi qu'à des contrats à long terme entre des producteurs privés et la Commission Fédérale d'Électricité (CFE). Le mandat de prévalence publique dans la production d'énergie devra coexister avec le principe du mérite économique, qui privilégie l'électricité provenant des sources les plus compétitives. La planification contraignante s'appuiera sur le Plan de Développement du Secteur Électrique (PLADESE), qui servira de base pour accorder les permis, définir les investissements et orienter l'expansion et la modernisation du système électrique. Cela signifie que les investissements privés devront s'aligner sur les priorités stratégiques de l'État, un schéma qui pourrait cependant limiter le développement du système électrique national et générer de l'incertitude pour les projets privés. Les acteurs privés auront la possibilité de proposer d'ici la fin de l'année des projets susceptibles d'être intégrés à la planification énergétique à l'horizon 2030.

L'entreprise portugaise Mota-Engil a obtenu un contrat de 1,2 Md USD pour la conception et la construction du deuxième tronçon de 70,7 kilomètres de la liaison ferrovière Querétaro-Irapuato. La durée de la conception et des travaux entre Apaseo el Grande et Irapuato est estimée à 29 mois. L'entreprise avait déjà remporté le premier tronçon en août, ce qui lui permet d'assurer l'exécution complète de ce projet stratégique du Plan National Ferroviaire du Mexique. L'Agence Régulatrice de Transport Ferroviaire (ARTF) a récemment attribué deux contrats pour relancer les trains de passagers totalisant 1,8 Mds USD, dont 1,2 Md USD pour Mota Engil Mexique sur 70,7 km de la route Querétaro-Irapuato et plus de 600 M USD pour Gami Ingeniería e Instalaciones sur 136,4 km de l'itinéraire

Saltillo–Nuevo Laredo. Ces contrats devront être signés le 10 avril, avec un début des travaux dans les six jours suivants et un acompte de 20 %. La construction suivra un schéma « fast track » permettant de démarrer par phases dès que chaque section du projet est prête. Mota Engil renforce ses activités au Mexique avec l'exécution de plusieurs tronçons du train interurbain México–Querétaro et la construction d'une usine de fertilisants à Veracruz suite à la signature d'un accord avec Pemex Transformation Industrielle, filiale de l'entreprise nationale pétrolière Pemex.

Finances publiques

Ce lundi 20 octobre, la Chambre des députés a approuvé la loi sur les recettes (*Ley de ingresos*) 2026, désormais transmise au Sénat pour discussion et approbation au plus tard le 31 octobre. Le total des revenus prévus s'élève à 553 Mds USD, dont 316 Mds USD provenant des recettes fiscales et 65 Mds USD provenant des recettes pétrolières. Un endettement intérieur net de 97 Mds USD et un endettement extérieur net de 8 Mds USD ont été autorisé. Outre la hausse des taxes sur les boissons sucrées, le tabac, les paris et les jeux-vidéos violents proposée par la présidente Claudia Sheinbaum, la majorité a également décidé d'augmenter les montants de plusieurs services de l'Etat (permis migratoires, sorties non accompagnées des mineurs, entrées des musées, licences dans le secteur de l'aviation, etc.). L'augmentation des droits de douane proposée par le gouvernement en septembre dernier a en revanche été temporairement suspendue ce mois-ci et sera discutée au Congrès en novembre.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	23/10/2025
Bourse (IPC)	0,62%	17,07%	61 420,53 points
Change MXN/USD	-0,43%	-7,20%	18,42
Change MXN/EUR	-0,42%	0,17%	21,38
Prix du baril mexicain	-1,22%	-16,41%	55,95

Amérique centrale

Régional

Les envois de fonds (remesas) au sein des pays du Triangle Nord (Guatemala, Honduras, Salvador) ont atteint 31,3 Mds USD au S1 2025 (+20,5 % g.a.). Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), ce chiffre a progressé de 20,5 % g.a., soit une augmentation de 5,3 Mds USD. Le Guatemala a reçu la majeure partie de ces remesas avec 53,8 % du total (16,8 Mds USD), suivi du Honduras avec 25,3 % (7,9 Mds USD) et du Salvador avec 20,9 % (6,5 Mds USD).

Costa Rica

L'inflation s'est établie à -1,0 % g.a. en septembre 2025, d'après l'Institut National de Statistique et de Recensement (INEC). Bien que l'indice ait diminué au mois de septembre, 47 % des biens et services qui le composent ont augmenté, 37 % ont baissé et 16 % n'ont pas varié par rapport au mois précédent. Les principaux biens et services dont le prix a baissé sont la téléphonie mobile, les tomates et les billets d'avion. En revanche, l'enseignement universitaire, les voitures neuves et les voyages organisés à l'étranger figurent parmi les produits dont le prix a augmenté.

Le taux de chômage au Costa Rica s'est réduit à 7,4 % au T2 2025 (contre 8,5 % au T2 2024) d'après l'Institut de recherche en sciences économiques (IICE) de l'Université du Costa Rica (UCR). L'Institut a toutefois précisé que cette baisse du taux de chômage ne s'était pas traduite par une augmentation du taux d'emploi. L'indicateur a diminué, passant de 51,4 % au T2 2024 à 50,7 % au T2 2025. La baisse du chômage est principalement à attribuer à la sortie du marché du travail des adultes de plus de 55 ans, tandis que les hommes de 25 à 55 ans ont contribué de manière significative à la réduction du chômage.

El Salvador

Le FMI, la Banque mondiale et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), s'accordent sur une prévision de croissance de 2,5 % pour 2025. Suivant ce scénario, le Salvador serait la deuxième économie la moins dynamique de la région, juste devant le Belize (1,5 % g.a.). Pour sa part, la Banque centrale salvadorienne (BCR) anticipe une croissance légèrement plus élevée, comprise entre 2,5 % et 3 % g.a.

Le crédit bancaire a atteint 20 Mds USD sur les huit premiers mois de l'année, selon la Surintendance du Système Financier (SSF). Les 13 banques commerciales concentrent la majeure partie de ces financements (18,3 Mds USD), les 7 banques

coopératives nationales apportent 1,5 Md USD et les sociétés d'épargne et de crédit (SAC) 404 M USD. Ce montant global a progressé de 1,1 Md USD par rapport aux huit premiers mois de 2024, soit une hausse de 5,8 %. Le Bancoagrícola domine le marché avec 4,5 Mds USD. Les crédits à la consommation représentent 33 % des crédits totaux (6,8 Mds USD), tandis que les crédits destinés à l'achat de logements et aux activités commerciales totalisent chacun 3 Mds USD (15 % des crédits totaux).

Guatemala

L'agence de notation Fitch a relevé la note souveraine du Guatemala de BB à BB+ avec perspective « stable », rapprochant le pays du grade d'investissement. Fitch a également relevé le plafond pays de BBB- à BBB, indiquant une amélioration des conditions financières et une diminution des risques de convertibilité. L'agence ne prévoit pas de dégradation à moyen terme, la situation macroéconomique restant solide. La croissance économique devrait atteindre 3,8 % en 2025, puis se stabiliser à 3,7 % en 2026 et 2027. L'inflation demeure maîtrisée, inférieure à la cible de 4 % fixée par la Banque centrale du Guatemala (Banguat). Le compte courant devrait enregistrer un excédent de 4,8 % du PIB en 2025, contre 2,9 % en 2024, soutenu par les envois de fonds. Enfin, la dette publique reste modérée, estimée à 28,1 % du PIB d'ici fin 2025.

Le solde de trésorerie du gouvernement guatémaltèque s'élevait à 3,5 Mds USD à la fin du S1 2025, en forte hausse (+124 %) par rapport à fin 2024 (1,6 Md USD). Le solde de trésorerie représente les ressources à la disposition du ministère des Finances (Minfin) et stockées à la Banque Centrale du Guatemala (Banguat). Cette augmentation de 1,95 Md USD au cours du S1 2025 s'explique par les recettes supplémentaires générées par l'administration fiscale (SAT) ainsi que par l'émission de bons du Trésor. En parallèle, l'exécution budgétaire n'a atteint que 67 % selon le Système de Comptabilité Intégrée Gouvernementale (SCIG), soit un montant de 13,5 Mds USD sur 20,2 Mds USD. En raison de cette marge de manœuvre budgétaire, certains députés appellent à réduire l'endettement prévu dans le budget 2026 de 3,6 Mds USD à 1,3 Md USD.

Honduras

Au S1 2025, le déficit commercial de biens du Honduras a diminué de 10,5 % g.a., s'établissant à 4,9 Mds USD. Cette baisse résulte d'une hausse des exportations de 12,6 % g.a., qui ont atteint 8,6 Mds USD, tandis que les importations n'ont progressé que de 3 % g.a., totalisant 13,5 Mds USD. Les États-Unis restent le principal partenaire commercial, représentant 46 % des exportations (environ 4 Mds USD) et 33 % des importations (environ 4,5 Mds USD). L'Amérique centrale occupe également une place centrale, totalisant 3,1 Mds USD d'exportations et 2 Mds USD d'importations. Enfin, le Honduras enregistre un excédent commercial de 568 M USD vis-à-vis de l'Europe (soit 522 M USD de plus qu'au S1 2024), en forte hausse grâce à l'augmentation du prix du café.

Au S1 2025, les prêts extérieurs reçus par le Honduras ont atteint 416 M USD, selon la Banque centrale du Honduras (BCH). Sur ce total, 96 % provient d'institutions multilatérales tandis que les 4 % restants sont fournis par des partenaires bilatéraux. Les programmes de soutien à la liquidité ont totalisé 210 M USD, dont 160 M USD du FMI dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (ECF) et 50 M USD de la Banque mondiale. La BCIE a soutenu le pays à hauteur de 126 M USD pour le développement des infrastructures, tandis que la CAF a fourni 80 M USD afin de renforcer l'égalité de genre et l'inclusion sociale.

Nicaragua

Les entrées brutes d'Investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 1,42 Md USD au S1 2025, en baisse de 16 % g.a., selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN). En revanche, le flux net d'IDE a légèrement progressé de 3,7 % g.a. pour s'établir à 818 M USD, contre 789 M USD au S1 2024. Les IDE bruts représentaient 13,7 % du PIB au S1 2025. Leur composition reste dominée par les prêts entre entreprises (41,3 %), suivis des bénéfices réinvestis (40,7 %) et des nouveaux apports en capital (18 %). Les principaux secteurs bénéficiaires des flux nets d'IDE ont été l'énergie et les mines (266,5 M USD, soit 32,6 % du total), l'intermédiation financière (231,9 M USD ; 28,3 %) et l'industrie manufacturière (186,4 M USD ; 22,8 %). Du point de vue géographique, le Panama est resté le principal investisseur avec 247 M USD (30 % du total), devant les États-Unis (139 M USD ; 17 %) et la Barbade (155 M USD ; 14 %).

Le déficit commercial du Nicaragua s'est réduit au T2 2025, d'après la BCN. La balance commerciale des biens reste déficitaire mais le déficit s'est nettement amélioré par rapport au T2 2024 (-26,8 % g.a.), grâce à la hausse des exportations agroalimentaires (+47,8 % g.a.) et minières (+31,5 % g.a.). La balance des services enregistre un léger déficit de 64,5 M USD, en hausse de 8,4 % g.a. Les autres revenus nets ont atteint 1,3 Mds USD, en plus des investissements directs étrangers (344 M USD) et des prêts externes nets (17,5 M USD). Enfin, les réserves internationales nettes de la BCN ont augmenté de 579 M USD au T2 2025, pour atteindre 7,2 Mds USD.

Panama

L'inflation reste stable en septembre 2025 à -0,04 % g.a., selon l'Institut National de Statistique et de Recensement (INEC). D'après l'INEC, cette très légère déflation s'explique par la baisse des prix de certaines catégories : les transports (-2,4 %), les communications (-0,5 %), l'alimentation (-0,3 %), les boissons alcoolisées (-0,2 %) et le textile (-0,1 %).

Le ministre en charge du Canal de Panama, José Ramón Icaza, estime que la société Hutchison Ports, concessionnaire des ports de Balboa et Cristóbal, n'aurait pas servi les intérêts du pays et considère que son départ pourrait ouvrir la voie à un nouveau modèle de concessions plus favorable au Panama. Lors d'une intervention au Forum sur l'Avenir de la voie interocéanique à Washington, et dans des propos relayés par le média chilien Porta Portuario, le ministre a rappelé que la Cour

suprême de justice du Panama doit encore se prononcer sur la légalité de la concession actuelle accordée à Hutchison, laissant l'avenir du contrat dans l'incertitude. Selon lui, cette situation pourrait constituer une opportunité pour instaurer un modèle de concessions plus clair, offrant des règles précises et des bénéfices tangibles pour le pays.

L'Autorité nationale des services publics panaméenne (ASEP) a infligé des amendes totalisant 18,5 M USD aux distributeurs d'électricité ENSA et Naturgy pour non-respect des normes de qualité de service prévues par la loi 06 de 1997. Selon l'ASEP, ces sanctions font suite à dix procédures ouvertes entre 2019 et 2022, portant sur des interruptions de service et d'autres manquements à la qualité de l'électricité. Les montants perçus seront intégralement reversés aux consommateurs sous forme de crédits sur leurs factures, avec notification détaillée des sommes attribuées.

Le gouvernement panaméen a ordonné l'expropriation extraordinaire de 41 propriétés situées sur l'île Margarita, dans la province de Colón, appartenant à Panama Colón Container Port Inc. (PCCP), pour des raisons d'«*intérêt social urgent*». La mesure, inscrite dans le décret exécutif n° 90 du 20 octobre 2025, signé par le président José Raúl Mulino et publiée au Journal officiel, vise à permettre à l'État de lancer la construction d'une nouvelle infrastructure portuaire sur le site. Le décret prévoit également que la Direction générale du registre public inscrive les 41 propriétés au nom de l'État et autorise le ministère public à saisir l'organe judiciaire pour déterminer le montant de l'indemnisation due aux expropriés. Le projet portuaire de l'île Margarita aurait initialement été attribué en 2013 à PCCP, filiale des groupes chinois Shanghai Georgeous et Landbridge, puis transféré à la société bahaméenne Nortarc Management Group, en partenariat avec MSC, dans le cadre d'un contrat d'investissement de 1,2 Md USD avec le gouvernement.

Caraïbes

Barbade

Le gouvernement de la Barbade a récemment signé un accord d'un montant de 390 M BBD, soit environ 195 M USD, avec un consortium chinois pour l'agrandissement et la modernisation de l'hôpital Queen Elizabeth (QEH). Le projet comprend la construction d'un nouveau service d'oncologie, d'une unité de soins pour grands brûlés, d'un laboratoire moderne, ainsi que l'extension des espaces pour les patients ambulatoires. S'y ajoutent un hélicoptère, une salle de sport pour le personnel, une crèche et de nouveaux bureaux administratifs. Le financement de l'opération sera contracté en devise chinoise, avec un taux d'intérêt de 3,5 % sur 11 ans, que le gouvernement considère comme offrant des conditions concessionnelles optimales pour répondre rapidement aux besoins urgents du système de santé.

Cuba

Le marché parallèle de devises à Cuba atteint de nouveaux records. L'euro se négocie désormais à 535 pesos cubains (CUP) sur le marché informel, creusant encore l'écart avec le taux officiel de 147 CUP. Le dollar américain, autre devise très prisée, atteint 483 CUP à la vente sur le marché parallèle, contre 123 CUP sur le marché officiel. Cette tendance à la hausse, que les spécialistes attribuent à l'exode migratoire, à l'accroissement de la demande de devises et à la spéculation, devrait se poursuivre, considérant la faible disponibilité de devises proposée par la Banque centrale de Cuba. Dans ce contexte et face à l'incapacité de l'Etat à stabiliser le marché informel, les autorités avaient annoncé la mise en place d'un « nouveau régime cambiaire, sur la base d'un taux flottant » pour 2025, dont les modalités restent à préciser.

Le solaire représente désormais 9 % de l'électricité produite à Cuba. Entre janvier et octobre, la production d'électricité solaire a plus que quadruplé, couvrant 9 % du mix énergétique cubain. Cette situation résulte notamment d'un partenariat avec la Chine, qui a permis de développer le photovoltaïque. Ce partenariat repose sur l'installation, en 2025, de 51 parcs solaires d'une capacité de 21,8 MWh, dont 32 sont déjà opérationnels. D'après les autorités cubaines, ces parcs ont déjà permis d'économiser 111 623 tonnes de carburant. Le gouvernement vise la construction de 90 parcs à l'horizon 2030 afin de produire plus de 2 000 MW d'énergie solaire, portant ainsi à 37 % la part d'énergie renouvelable dans son mix énergétique. Cuba dépend cependant encore largement des hydrocarbures malgré le développement de sa production d'énergie renouvelable.

République Dominicaine

La République dominicaine envisage de mettre en place un impôt unique pour réguler les acteurs commerciaux chinois présents dans le pays. Pour rétablir une concurrence équitable face aux commerces chinois pratiquant des prix particulièrement bas, le secteur commercial dominicain propose la création d'un « *monotributo* », un impôt unique qui regrouperait l'ensemble des contributions fiscales : droits de douane, taxes internes, ITBIS et impôt sur les bénéfices. Ce prélèvement serait appliqué par conteneur de 40 pieds, avec un montant estimé entre 60 000 et 140 000 USD selon le type de marchandises. L'objectif est de limiter le dumping tout en préservant une concurrence saine sur le marché. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de renforcement des relations économiques avec la Chine, partenaire commercial stratégique de la République dominicaine. Le ministère des Relations Extérieures (Mirex) a organisé à Saint-Domingue un Forum d'affaires sino-dominicain, rassemblant une quarantaine d'entreprises chinoises de divers secteurs pour promouvoir la coopération bilatérale. Selon Prodominicana, l'agence nationale de promotion des exportations et de l'investissement, les exportations dominicaines vers la Chine ont atteint 207,7 M USD au cours des huit premiers mois de 2025, soulignant l'importance stratégique de Pékin pour la diversification commerciale du pays. Le gouvernement cherche ainsi à concilier

ouverture aux échanges internationaux et protection du commerce national, en favorisant un cadre fiscal transparent et équitable pour les entreprises locales.

La mine d'or de Pueblo Viejo à Cotuí contribue de manière significative aux recettes d'exportation de la République dominicaine, notamment grâce à la hausse du cours de l'or sur le marché international. Sur les neuf premiers mois de 2025, les exportations d'or et d'argent ont atteint 1,64 M USD, soit une augmentation de +52,5 % par rapport à la même période en 2024. Cette performance reflète principalement la forte hausse du cours international de l'or, qui s'est établie à 4 370 USD l'once, en progression de +63,7 % sur un an. Selon la Direction Générale des Impôts Internes (DGII), les impôts payés par Barrick Gold, société minière canadienne opérant la mine, ont augmenté de +152,7 % g.a., en raison d'un mécanisme fiscal indexé sur la rentabilité de la mine. Cette dynamique exceptionnelle suggère que les recettes fiscales liées à l'or pourraient dépasser les prévisions budgétaires pour 2026, initialement fixées à 31,15 Mds DOP (environ 490 M USD), et atteindre potentiellement plus de 60 Mds DOP si les travaux d'extension de la mine sont réalisés dans les trois prochaines années. Les autorités envisagent la mise en place d'une législation garantissant que ces ressources extraordinaires soient exclusivement affectées à des projets de développement national, afin d'optimiser l'impact de la richesse minière sur l'ensemble du territoire.

Trinité-et-Tobago

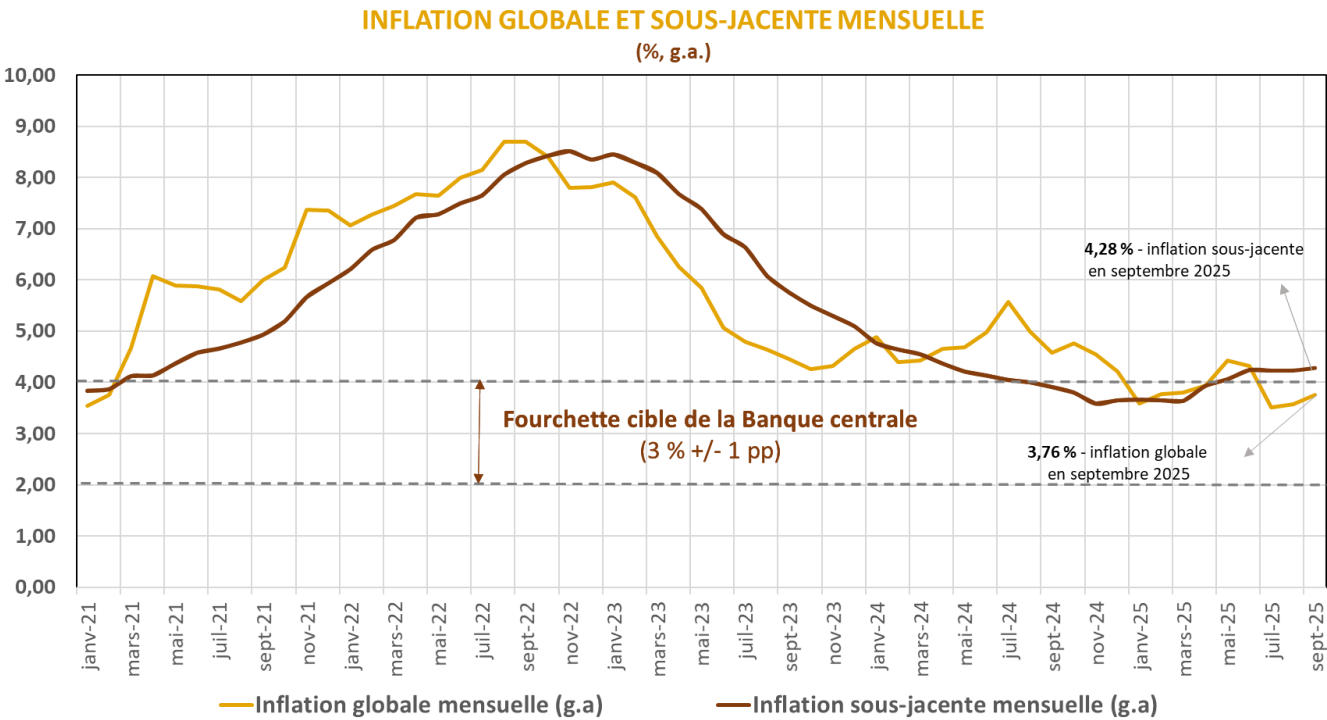
L'inflation à Trinité-et-Tobago a ralenti à 1,0 % g.a. en septembre 2025, contre 1,4 % g.a. en août, selon le Bureau central des statistiques (CSO). Cette baisse annuelle reflète principalement la diminution des prix des aliments et boissons non alcoolisées (-0,8 %), ainsi que des vêtements et chaussures (-0,3 %) et des produits de santé (-0,1 %). En revanche, le secteur des boissons alcoolisées et du tabac a enregistré une légère hausse de 0,1 %. Le CSO souligne que, malgré cette tendance générale à la baisse, certains produits alimentaires spécifiques ont vu leurs prix augmenter, et que l'évolution des prix reste surveillée attentivement dans un contexte de fluctuations des marchés mondiaux de l'énergie et des matières premières.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,50%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

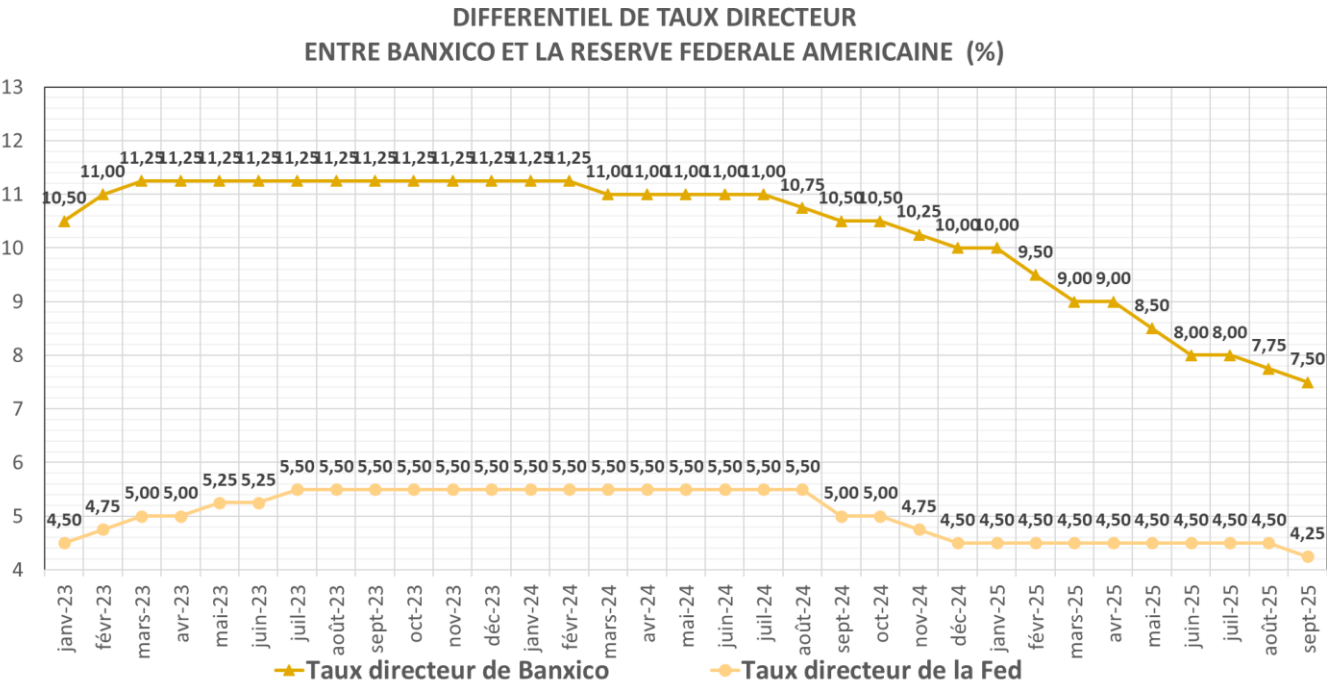
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325

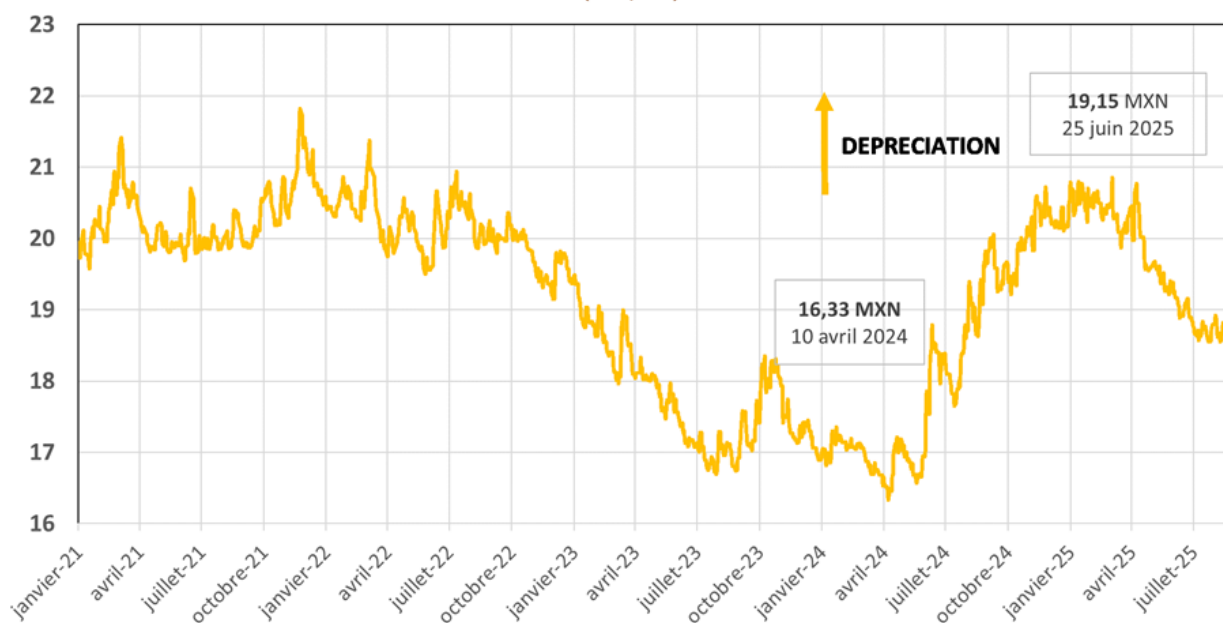
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

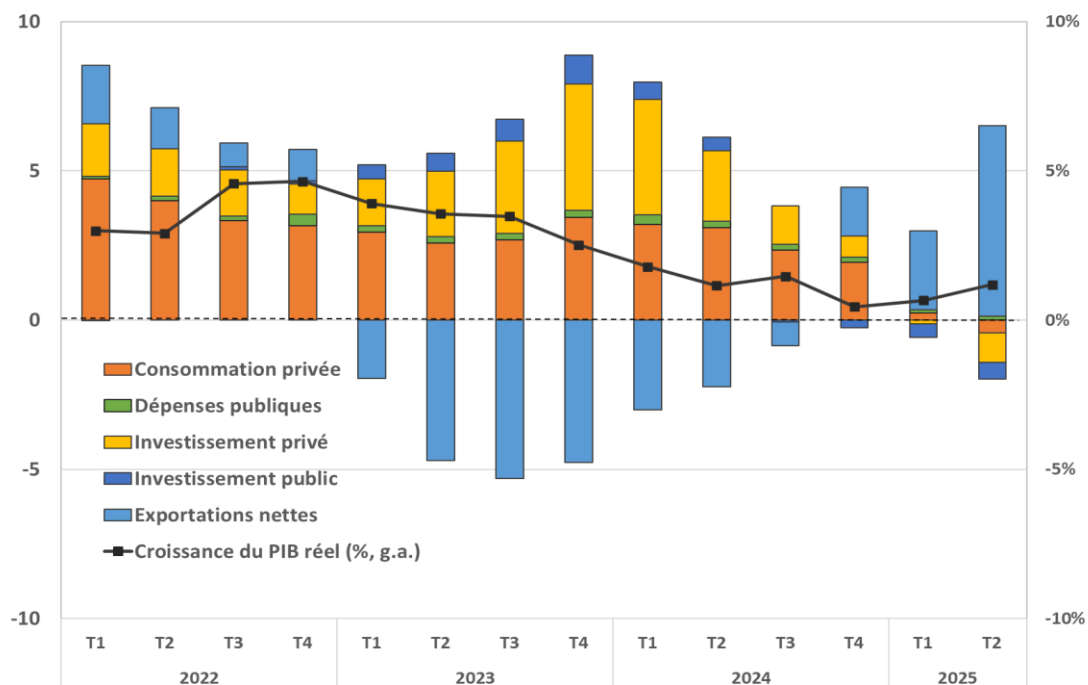
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

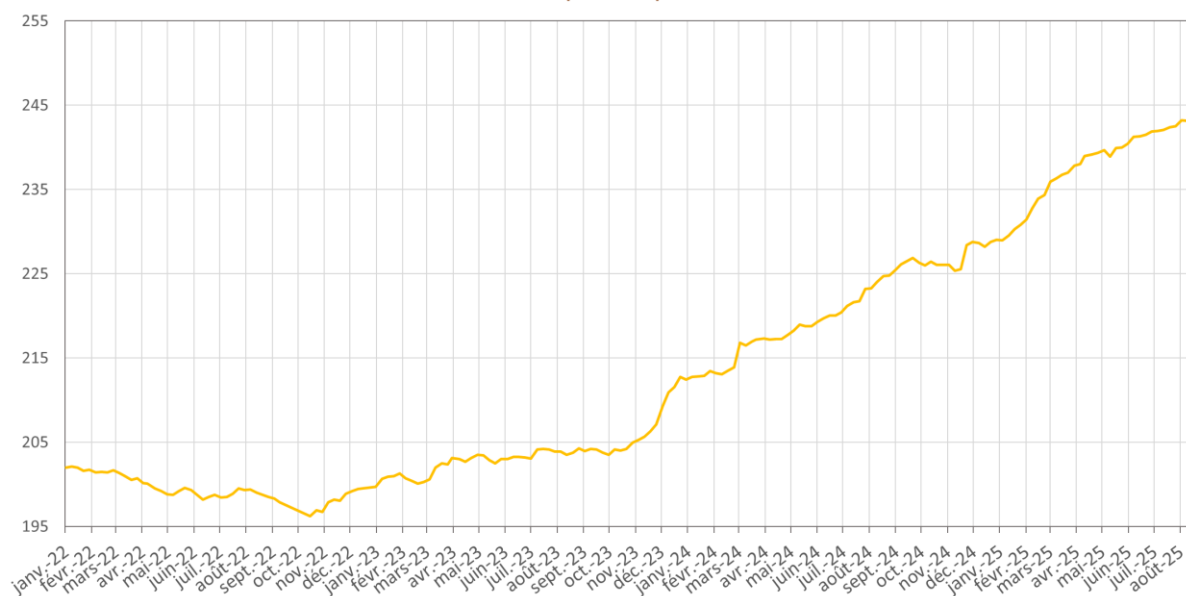
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr